

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS180/1  
G/L/317  
G/AG/GEN/38  
15 septembre 1999  
(99-3770)

---

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS - RECLASSEMENT DE CERTAINS SIROPS DE SUCRES

### Demande de consultations présentée par le Canada

La communication ci-après, datée du 6 septembre 1999, adressée par la Mission permanente du Canada à la Mission permanente des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

Le gouvernement canadien demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis conformément à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, au sujet du reclassement projeté de certains sirops de sucres (lettre d'avis de décision de New York n° 810328) par le Service des douanes des États-Unis.

Le gouvernement canadien considère que ces mesures sont incompatibles avec les obligations qui incombent au gouvernement des États-Unis en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture. Les dispositions de ces accords avec lesquelles ces mesures sont incompatibles comprennent, mais non exclusivement, l'article II de l'Accord général sur le tarif douanier et le commerce de 1994 et l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture.

Le gouvernement canadien considère que ces mesures annulent ou compromettent les avantages résultant pour le Canada directement ou indirectement de l'article II de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture, qu'il y ait eu ou non violations de ces accords.

Conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, le gouvernement canadien demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis pour examiner cette question en vue d'arriver à un résultat mutuellement satisfaisant. Le gouvernement canadien est prêt à étudier toutes suggestions que le gouvernement des États-Unis pourrait faire au sujet des dates auxquelles tenir les consultations, qui doivent avoir lieu dans les 30 jours à compter de la date de réception de la présente demande.

---